

PREFECTURE DE LA MOSELLE

Direction des Libertés Publiques

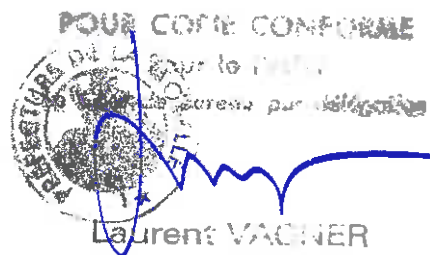
Bureau de l'utilité publique et de l'environnement

Affaire suivie par Sylvie INGOLD

☎ 03.87.34.88.98

☎ 03.87.34.85.15

✉ sylvie.ingold.@moselle.pref.gouv.fr



Arrêté

n° 2010-DLP/BUPE-

du 26 JAN 2010

25

prescrivant à la société L'ANHYDRITE LORRAINE dont le siège social est route d'Elzange à 57978 KOENIGSMACKER, des mesures complémentaires applicables à la carrière souterraine exploitée sur les communes de VECKRING-HELLING, KLANG et BUDING.

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le Code de l'Environnement, livre V titre, titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et en particulier ses articles R.512-31 (arrêtés complémentaires) et R.512-74 (mise à l'arrêt définitif d'une installation) ;

Vu le Code Minier et notamment ses titres VI "des carrières" et X "de la constatation des infractions et pénalités" ;

Vu le décret n° 80-331 du 7 mai 1980, instituant le Règlement Général des Industries Extractives (R.G.I.E.) ;

Vu le décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la Police des Carrières en application de l'article 107 du Code Minier ;

Vu la loi 93-3 du 4 janvier 1993 relative aux carrières reprises dans le Code de l'Environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu le Schéma Départemental des Carrières de la Moselle approuvé par l'arrêté préfectoral n° 2002-AG/2-367 du 17 décembre 2002 ;

Vu les actes administratifs délivrés antérieurement ;

- arrêté préfectoral n° 2000-AG/2-411 du 22 décembre 2000 autorisant la société L'ANHYDRITE LORRAINE à poursuivre l'exploitation de la carrière souterraine pour une durée de 2 ans ;

- arrêté préfectoral n° 93-AG/2-36 du 13 janvier 1993 autorisant l'exploitation d'une installation de broyage, concassage et criblage ;
- arrêté préfectoral n° 2001-AG/2-35 du 29 janvier 2001 autorisant la poursuite de l'exploitation ;
- arrêté préfectoral n° 2002-AG/2-156 du 3 juin 2002 autorisant l'extension et la modification des caractéristiques d'exploitation de la carrière souterraine ;

Vu le dossier de déclaration de cessation définitive d'exploitation et de remise en état de la carrière déposé par cette société à la Préfecture de la Moselle le 8 mars 2006 ;

Vu les dossiers complémentaires déposés par l'exploitant les 13 décembre 2007, 4 février et 18 mars 2008, relatifs à l'évacuation des déchets, au traitement des terres polluées par les hydrocarbures et à la remise en état final du carreau de la carrière ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de VECKRING-HELLING en date du 28 novembre 2007 ;

Vu l'avis de la Direction régionale de l'environnement de Lorraine en date du 12 mars 2009, rappelant que l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 interdit la destruction des habitats des chiroptères ;

Vu l'avis de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt en date du 30 mars 2009 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 22 mai 2009 ;

Vu l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysage et des Sites de la Moselle réunie en formation spécialisée "Carrière" en date du 10 décembre 2009 ;

Considérant que la société L'ANHYDRITE LORRAINE a été autorisée par arrêté préfectoral n° 2002-AG/2-156 du 03 juin 2002 à poursuivre et à procéder à l'extension de la carrière souterraine d'anhydrite exploitée sur le territoire des communes de VECKRING-HELLING, KLANG et BUDING, et que les conditions de remise en état du site ont été définies par l'article 21 de l'arrêté précité ;

Considérant qu'en application de l'étude hydrogéologique jointe au dossier de demande d'autorisation du 22 mars 2001 et de l'article 31.7 de l'arrêté préfectoral du 03 juin 2002, il est nécessaire de suivre la remontée locale de la nappe après l'arrêt de l'exhaure et de vérifier la qualité des eaux souterraines qui vont alimenter les zones humides avoisinantes ;

Considérant qu'à la suite des travaux et aménagements nécessaires pour la cessation d'activité et la remise en état de la carrière et en particulier l'obturation des puits d'aérage, il convient de redéfinir les caractéristiques des piézomètres qui feront l'objet d'un suivi du niveau piézométrique et de la qualité des eaux souterraines ;

Considérant que la carrière de VECKRING-HELLING fait partie du site Natura 2000 FR 4100170 « carrières souterraines gîtes à chiroptères » nécessitant une préservation des habitats ;

Considérant que les espèces de chiroptères observées et étudiées sur le site font partie des espèces terrestres protégées sur l'ensemble du territoire, en application de l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 ;

Considérant qu'aux termes de l'article L.512-1 du Code de l'Environnement, une autorisation ne peut être accordée que si les dangers et inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les conditions et les mesures de remise en état de la carrière prévues dans le dossier de l'exploitant du 8 mars 2006 complété par les pièces et documents complémentaires des

11 décembre 2007, 4 février et 18 mars 2008, permettent de limiter les inconvénients et les dangers liés aux activités de la carrière ;

Après communication au demandeur du projet d'arrêté complémentaire statuant sur sa déclaration de cessation d'activité ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

Arrête :

ARTICLE 1^{ER} - CHAMP D'APPLICATION

Les prescriptions complémentaires ci-après s'appliquent à la société L'ANHYDRITE LORRAINE, représentée par Mr KNAUF Albertrolf, Gérant, dont le siège social est Route d'Elzange à 57970 KOENIGSMACKER qui est le propriétaire et l'ancien exploitant de la carrière souterraine d'anhydrite exploitée sur le territoire des communes de VECKRING-HELLING, KLANG et BUDING.

ARTICLE 2 –

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2002-AG/2-156 du 03 juin 2002 prescrivant à la société L'ANHYDRITE LORRAINE les conditions d'aménagement, d'exploitation et de remise en état de la carrière dite de VECKRING-HELLING sont modifiées et remplacées par les articles suivants :

ARTICLE 3 –

L'article 21 de l'arrêté préfectoral du 03 juin 2002 précité est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Au terme de l'exploitation les galeries ont été nettoyées et débarrassées des engins, machines et stockages de produits susceptibles d'occasionner une pollution des sols ou des eaux souterraines.

Afin de permettre l'accès des zones souterraines aux chiroptères observés et étudiés sur le site, la mise en sécurité des entrées des galeries souterraines par des obturations, afin d'éviter toute probabilité de pénétration dans les galeries, avec deux voiles de béton armé ancré dans les parements et le remblayage des galeries, prévue initialement, n'est plus possible.

L'exploitant proposera à l'inspection des installations classées, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, la mise en œuvre de tout autre aménagement ou la réalisation de tout autre dispositif, présentant des garanties de sécurité et d'efficacité équivalentes vis-à-vis de l'interdiction des accès aux zones souterraines et permettant de préserver les habitats des chiroptères. Les solutions envisageables seront proposées en accord et avec la collaboration des organismes ou d'associations spécialisés et comporteront également un calendrier prévisionnel de réalisation.

Après enlèvement des installations de traitements des matériaux, de stockage et de distribution des carburants et de tout liquide inflammable ou dangereux et après nettoyage des aires de stockage, de stationnement et de circulation des engins et véhicules utilisés sur le site, le carreau de la carrière sera laissé dans un état de propreté satisfaisant, sans reboisement, pour permettre une affectation pour une activité économique ultérieure.

ARTICLE 4 –

La société L'ANHYDRITE LORRAINE est tenue de suivre l'ennoyage des vides de son exploitation de VECKRING-HELLING sous l'effet de l'alimentation par la nappe des grès et après l'arrêt de l'exhaure. Dans ce but, l'exploitant suivra la remontée locale de la nappe dans les piézomètres caractérisés ci-après, et vérifiera la qualité des eaux souterraines au droit et à l'aval du site de la carrière.

L'article 31.7 de l'arrêté préfectoral du 03 juin 2002 précité, est modifié comme suit :

ARTICLE 5 –

Les mesures trimestrielles du niveau piézométrique durant les trois premières années après notification du présent arrêté, puis annuelles, seront effectuées sur les piézomètres ci-après :

Dénomination	Date d'Installation	Position	Emplacement	Profondeur	Niveau d'eau du piézomètre fin 2008
Pz1 Piézo HELLING	2004	AVAL	Voir plan ci-joint	60 mètres	48,50 mètres
Pz2 Piézo KLANG	2004	AMONT	Voir plan ci-joint	40 mètres	30,60 mètres
Pz3 Nouveau piézo	14/10/2008	AVAL	Voir plan ci-joint	51 mètres	0,00 mètres

ARTICLE 6 –

Afin de prendre en compte les variations analytiques et hydrogéologiques, le protocole de mesure proposé devra porter sur une campagne annuelle de prélèvements sur chaque piézomètre et devra concerner à minima les paramètres suivants :

- Cote piézométrique
- Température
- Conductivité
- pH
- sulfates
- chlorures
- Hydrocarbures totaux
- Ca
- Mg
- K
- Na.

ARTICLE 7 –

La première campagne devra être réalisée dans un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 8 –

Les niveaux piézométriques et les résultats des analyses réalisées en application des précédents articles seront communiqués à l'Inspection des Installations Classées deux mois après chaque prélèvement, accompagnés d'une interprétation au regard des résultats obtenus.

Une copie des résultats des mesures de niveaux piézométriques ainsi que des analyses mentionnées à l'article 6 du présent arrêté sera transmise au service de la police de l'eau et aux mairies concernées de VECKRING-HELLING, KLANG et BUDING.

ARTICLE 9 – GARANTIES FINANCIERES

L'exploitant a l'obligation de maintenir pendant toute la durée des travaux de remise en état et après l'arrêt des activités pour tenir compte des dangers ou inconvénients résiduels de l'installation, les garanties financières. Il doit à tout moment pouvoir en justifier l'existence. Le suivi des inconvénients résiduels de l'installation est subordonné à la constitution de ces garanties financières prévues aux articles R.516-1 à R.516-5 du Code de l'Environnement.

Les dispositions des articles 42 à 48 inclus de l'arrêté préfectoral du 03 juin 2002 sont modifiées comme suit :

ARTICLE 10 – MONTANT GARANTIES FINANCIÈRES

Le suivi des inconvénients et des impacts éventuels de l'exploitation des installations d'extraction d'anhydrite est assuré par phases quinquennales.

A chacune de ces périodes correspond un montant de garanties financières permettant la mise en œuvre des moyens de surveillance des impacts éventuels de l'exploitation.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer le suivi des inconvénients et impacts éventuels est de :

Phases	Période	Montant de la garantie en euros TTC
I	2009 – 2012	338 706
II	2013 - 2017	2 000

La référence de départ des périodes est la date de signature du présent arrêté préfectoral.

- l'indice de référence TPO1 utilisé est : 613,6 (décembre 2008) ;
- le taux de TVA applicable au moment du calcul du montant est : 19,6 % ;
- le coefficient α est de 1,4621.

ARTICLE 11 – ACTUALISATION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01, et des coûts des analyses à effectuer.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant. Toute modification des conditions de surveillance des impacts sur le milieu naturel conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

ARTICLE 12 – JUSTIFICATION DES GARANTIES FINANCIERES

Les garanties financières sont constituées sous la forme d'un acte de cautionnement solidaire délivré soit par un établissement de crédit, soit par une entreprise d'assurance. Cet acte est conforme au modèle d'attestation fixé par l'arrêté interministériel du 1^{er} février 1996 modifié.

Préalablement à toute activité dans la période de référence concernée, l'exploitant adresse au préfet, l'acte de cautionnement des garanties financières correspondant à la période.

L'attestation de renouvellement des garanties financières actualisées doit être adressée au Préfet par le titulaire de l'autorisation au moins six mois avant son échéance.

Les garanties financières doivent être maintenues jusqu'à la fin de la procédure de levées de ces garanties financières.

ARTICLE 13 - LEVEE DES GARANTIES FINANCIERES

A la suite de la constatation de la conformité de la remise en état par un procès-verbal de récolement rédigé par l'inspecteur des installations classées, et après avis du Maire de la commune d'implantation de la carrière, le préfet lève par voie d'arrêté, l'obligation de garanties financières.

ARTICLE 14 - FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions de présent arrêté sont à la charge de la société.

ARTICLE 15 - SANCTIONS

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application du chapitre IV du titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement.

ARTICLE 16 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 17 - INFORMATION DES TIERS

En vue de l'information des tiers :

1°) une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de VECKRING-HELLING, et celles de KLANG et BUDING, et pourra y être consultée par tout intéressé ;

2°) un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ;

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.


Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de l'exploitant.

3°) un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 18 : EXECUTION DE L'ARRETE

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Moselle,
Le Sous-Préfet de THIONVILLE,
Les Maires de VECKRING-HELLING, BUDING et KLANG,
Les inspecteurs des installations classées,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général



Jean-Francis TREFFEL

CARTE DE LOCALISATION

